

**ASSOCIATION DIOCESAINE DE MENDE**

7 RUE MGR DE LIGONNES

**48000 MENDE**

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

*Exercice clos au 31/12/2023*

\*\*\*\*\*

**SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE ET D'AUDIT LABAU MAURY**

*Société de commissariat aux comptes et d'expertise comptable*

*Membre de la compagnie régionale des commissaires aux comptes de Montpellier -  
Nîmes*

*Inscrite au tableau de l'Ordre des experts-comptables de la région Occitanie*

*Siège social : 2 Avenue Georges Clémenceau – 48000 MENDE*

**R.C.S. MENDE TGI 433 706 462**

---

Aux Adhérents

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous<sup>4</sup> a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION DIOCESAINE DE MENDE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'ASSOCIATION DIOCESAINE DE MENDE à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie «Responsabilités du commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01 janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

---

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 24 mai 2024.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
  - il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
  - il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
-

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

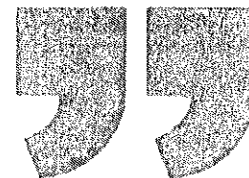
Fait à MENDE, le 05 juin 2024

Le Commissaire aux comptes

**SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE ET  
D'AUDIT LABAU MAURY,**



Représentée par BENOIT MAURY  
Commissaire aux comptes



**Assoc. DIOCESE DE MENDE**

7 Rue Monseigneur De Ligonnes

48000 MENDE

## COMPTES ANNUELS

Exercice du **01/01/2023**

au **31/12/2023**

**@com MENDE**  
1, Bis Rue du Torrent  
48000 MENDE  
☎ 04 66 49 10 13

**@com ST AFFRIQUE**  
130, Avenue Hippolyte Barascud  
12400 ST AFFRIQUE  
☎ 05 65 99 08 45

**@com MARVEJOLS**  
22, Boulevard de Chambrun  
48100 MARVEJOLS  
☎ 04 66 44 04 40

**@com LANGOGNE**  
Quai du Langouyrou  
48300 LANGOGNE  
☎ 04 66 69 05 69

[www.acomaudit.com](http://www.acomaudit.com)



## Bilan Actif

		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires	16 322	16 322		
	Fonds commercial (1)	100 000	36 000	64 000	66 000
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains	55 933		55 933	55 933
	Constructions	11 596 763	6 308 478	5 288 285	5 400 454
	Installations techniques, mat. et outillage inclus.	183 747	154 207	29 540	38 542
	Autres immobilisations corporelles	383 581	358 761	24 820	9 205
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations en cours	651 951		651 951	167 361
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	472		472	472
	Prêts	136 987		136 987	
	Autres immobilisations financières	338		338	938
<b>TOTAL (I)</b>		<b>13 126 093</b>	<b>6 873 769</b>	<b>6 252 324</b>	<b>5 738 903</b>
ACTIF CIRCULANT	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements	61 557		61 557	20 681
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	<b>Avances et Acomptes versés sur commandes</b>				
	<b>CREANCES (3)</b>				
	Créances usagers et comptes rattachés	114 615		114 615	121 763
	Autres créances	119 059		119 059	40 719
COMPTES DE REGULARISATION	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>	16 456 475	931 772	15 524 703	15 775 382
	<b>DISPONIBILITES</b>	737 061		737 061	921 751
	Charges constatées d'avance	971		971	
	<b>TOTAL (II)</b>	<b>17 489 737</b>	<b>931 772</b>	<b>16 557 965</b>	<b>16 880 295</b>
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Écarts de conversion actif (V)				
<b>TOTAL ACTIF (I à VI)</b>		<b>30 615 830</b>	<b>7 805 541</b>	<b>22 810 289</b>	<b>22 619 198</b>
(1) dont droit au bail				100 000	100 000
(2) dont à moins d'un an				137 325	938
(3) dont à plus d'un an					
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>					
Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents					- autorisés par l'organisme de tutelle
Dons en nature restant à vendre					

## Bilan Passif

		31/12/2023	31/12/2022
Fonds associatifs	<b>Fonds propres</b>		
	Fonds associatifs sans droit de reprise	5 455 932	5 455 932
	Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves	7 856 837	7 856 837
	Report à nouveau	5 559 743	7 146 461
	Résultat de l'exercice	252 750	(1 586 718)
	<b>Total des fonds propres</b>	<b>19 125 261</b>	<b>18 872 511</b>
	<b>Autres fonds associatifs</b>		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	- Apports		
	- Legs et donations		
	- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
	Droits des propriétaires		
	Ecart de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	46 445	50 963
	Provisions réglementées		
	<b>Total des autres fonds associatifs</b>	<b>46 445</b>	<b>50 963</b>
	<b>Total des fonds associatifs</b>	<b>19 171 706</b>	<b>18 923 474</b>
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	<b>Total des provisions</b>		
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement		
	Sur dons manuels affectés	44 134	56 139
	Sur legs et donations affectés	29 810	44 443
	<b>Total des fonds dédiés</b>	<b>73 944</b>	<b>100 582</b>
DETTES (1)	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	1 690 516	1 861 797
	Emprunts et dettes financières divers	78 247	76 789
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	108 280	138 047
	Dettes fiscales et sociales	89 348	85 279
	<b>DETTES DIVERSES</b>		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	1 598 249	1 433 229
	Produits constatés d'avance		
	<b>Total des dettes</b>	<b>3 564 639</b>	<b>3 595 142</b>
	Ecart de conversion passif		
	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>22 810 289</b>	<b>22 619 198</b>
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	252 749,72	(1 586 718,27)
	(1) Dont à moins d'un an	3 564 639	3 595 142
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	17 552	
	ENGAGEMENTS DONNES		

## Compte de Résultat

		31/12/2023	31/12/2022
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués	28 986	32 895
	Prestations de services	710	1 950
	Productions stockées		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	1 600	3 725
	Dons	1 326 478	1 284 014
	Colisations	470	260
	Legs et donations		
	Autres produits de gestion courante	7 414	14 346
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	139 142	203 333
	Autres produits	644 957	635 586
	<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>2 149 768</b>	<b>2 176 109</b>
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats	171 103	184 460
	Variation de stock	(40 876)	(19 710)
	Autres achats et charges externes	766 847	793 556
	Impôts, taxes et versements assimilés	119 477	116 961
	Rémunération du personnel	553 378	587 741
	Charges sociales	186 170	192 047
	Subventions accordées par l'association	42 000	42 000
	Dotation aux amortissements et dépréciations	433 165	427 769
	Dotation aux provisions		
	Autres charges	378 557	352 638
	<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>2 609 821</b>	<b>2 677 462</b>
	<b>1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER</b>	<b>(460 063)</b>	<b>(501 353)</b>
Charges financières	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	1 086 531	
	Intérêts et produits financiers	351 806	143 780
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations		1 187 178
	Intérêts et charges financières	813 193	187 690
	<b>2 - RESULTAT FINANCIER</b>	<b>625 144</b>	<b>(1 231 088)</b>
	<b>3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT ( 1 + 2 )</b>	<b>165 081</b>	<b>(1 732 441)</b>
	Produits exceptionnels	121 255	194 515
	Charges exceptionnelles	26 322	37 757
	<b>4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>94 933</b>	<b>156 759</b>
	Impôts sur les sociétés	7 264	11 036
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées		
	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>3 709 350</b>	<b>2 514 404</b>
	<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>3 456 601</b>	<b>4 101 123</b>
	<b>EXCEDENT ou DEFICIT</b>	<b>252 750</b>	<b>(1 586 718)</b>
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	<b>PRODUITS</b>		
	Bénévolat		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	<b>CHARGES</b>		
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services		
	Personnel bénévole		



## ANNEXES LEGALES

### Règles et méthodes comptables

(Décret n° 83-1020 du 29-11-1983 - articles 7, 21, 24 débuts, 24-1, 24-2 et 24-3)

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023 dont le total bilan est de 22 810 289 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat bénéficiaire de 252 750 euros

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

En 2011 L'association Diocésaine a réalisé un inventaire de son patrimoine afin de fournir une image fidèle de son actif immobilier. Les immobilisations dont le prix d'acquisition n'est pas connu pour la plupart (car issues de dons ou de legs), ont été intégrées pour la valeur symbolique de un euro.

#### I. Informations complémentaires pour donner une image fidèle.

1- Les comptes arrêtés au 31/12/2022 ont été consolidés, ils représentent le cumul des comptes retraités de :

- La curie diocésaine,
- La paroisse de Mende,
- La paroisse de Marvejols,
- La paroisse de Langogne,
- La paroisse de Saint Chely d'Apcher,
- La paroisse de Florac.

En complément des comptes consolidés figurent également une présentation synthétique des soldes intermédiaires de gestion concernant :

- Le total des paroisses

2- Changement de réglementation comptable.

Le règlement du comité de la réglementation comptable CRC 99-01 qui s'appliquait depuis le 01/01/2000 est abrogé et remplacé par un nouveau règlement édité par l'Autorité des Normes Comptables 2018-06.

Il s'applique obligatoirement aux exercices ouverts à compter du 01/01/2020.

Une application anticipée volontaire était possible sur l'exercice 2019.

Cette option n'a pas été retenue. Les comptes annuels de l'année 2021 intègrent ce changement de réglementation comptable.

3- Pèlerinage.

Les divers pèlerinages sont suivis dans des comptes 467 XXX distincts.

Ces comptes font état des apports des pèlerins et des dépenses engagées.

Le solde constaté à l'issue du pèlerinage est porté au compte de résultat dans des comptes 658XXX ou 758XXX selon qu'il s'agisse d'un déficit ou d'un excédent.

#### 4- Compte de dépôt.

Les comptes de dépôt des différentes communautés locales ont été regroupés dans les comptes de dépôts des paroisses correspondantes.

Au 31/12/2022, il n'y a donc plus que 5 comptes de dépôt correspondants à chacune des 5 paroisses et un compte de dépôt pour le Carmel.

## II. Investissements

Sur l'année 2020, Le Diocèse de Mende, dans l'objectif de la mise aux normes « accessibilité » de plusieurs biens immobiliers a pris la décision de réaliser un emprunt global de 1 700 000€.

Les projets portés par les paroisses seront financés à hauteur de :

- 1/3 par la Paroisse.
- 1/3 par les fonds propres de l'association diocésaine.
- 1/3 par l'emprunt contracté.

Comptablement, le montant global de la mise aux normes est repris à la paroisse par le biais des comptes de dépôt.

## III. Immobilisations

### CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE

#### Evolution de la réglementation comptable des associations

Le règlement du Comité de la réglementation comptable (CRC) n°1999-01 du 16 février 1999 laisse place au règlement de l'Autorité des normes comptables (ANC) n°2018-06 du 5 décembre 2018 (homologué par l'arrêté du 26 décembre 2018 publié au JORF du 30 décembre 2018) relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les entités concernées pouvaient appliquer le nouveau règlement dès l'exercice 2018 mais son application devient obligatoire à partir du 1er janvier 2020.

Concernant l'association diocésaine, l'impact de ces modifications porte essentiellement sur la comptabilisation des legs.

#### *Méthode utilisée jusqu'au 31/12/2019 :*

Les legs de somme d'argent et de biens immobiliers sont enregistrés en attente dans un compte 475, si la personne légataire a mis en place des dispositions à compter de son décès. Le leg est ensuite enregistré en compte 771310 lors de la validation définitive du dossier par le notaire en charge du dossier. En ce qui concerne les biens immobiliers, le produit n'est constaté qu'au moment de la vente du bien.

#### *Méthode utilisée à compter du 01/01/2020 :*

Les legs de somme d'argent et de biens immobiliers ainsi que les donations d'assurance vie sont enregistrés dans le compte : 754320000 : « Legs donations et assurance vie ». En revanche si le testateur mentionne expressément que le legs est attribué au renforcement des fonds propres alors le leg est enregistré en capitaux propres.

En ce qui concerne les legs de biens immobiliers, ces derniers sont évalués et enregistrés en immobilisations. Une provision est effectuée en fond dédié si le bien immobilier légué est destiné à la vente.

## Nouvelles obligations comptables concernant les immobilisations

### Méthodes :

Pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005, les entreprises doivent obligatoirement, dans les comptes individuels et dans les comptes consolidés, appliquer les nouvelles règles comptables relatives à l'amortissement et à la dépréciation des actifs immobilisés issus du règlement CRC-2002-10 du 12 décembre 2002.

Une des modifications importantes issue de cette réglementation consiste en l'instauration d'une méthode d'amortissement dite par composant.

L'application de la méthode par composant au titre du 1<sup>er</sup> exercice, oblige à répartir le coût des immobilisations figurant à l'actif du bilan à la clôture de l'exercice précédent, entre les différents composants définis.

A cet effet deux méthodes sont possibles : reconstitution du coût historique des composants ou la réallocation des valeurs comptables.

La méthode de la réallocation des valeurs nettes comptables permet de décomposer une immobilisation en ventilant le prix de revient et la valeur nette entre les différents composants. Cette méthode dite prospective n'a pas d'impact sur les capitaux propres.

La méthode de reconstitution du coût historique amorti, quant à elle, permet de décomposer une immobilisation en plusieurs composants auxquels sont appliqués de nouvelles durées d'amortissement. Les plans de chaque composant sont recalculés depuis l'origine et comparés au plan initial. Cette méthode dite rétrospective a un impact sur les capitaux propres.

### Changement de méthode comptable :

En matière d'immobilisation, le Diocèse de Mende a adopté la méthode de la réallocation des valeurs nettes comptables dite méthode prospective.

L'adoption de la méthode prospective n'a pas eu d'impact sur les capitaux propres et n'a pas entraîné de modifications des amortissements comptabilisés.

Les modèles de décomposition retenus et revus pour les comptes arrêtés à compter du 31/12/2010 sont les suivants :

Concernant les constructions :

GROS ŒUVRE	MACONNERIE NEUVE STRUCTURE BETON CHAPES FLUIDES CHARPENTE COUVERTURE NEUVE HONORAIRES ARCHITECTES ET AUTRES	50ans	Régime linéaire et répartition selon les dépenses réelles
TRAVAUX DURABLES	REPRISES EN MACONNERIE REPRISE EN COUVERTURE MENUISERIES EXTERIEURES MENUISERIES INTERIEURES ISOLATION FAUX PLAFONDS CLOISONS ET PLAFONDS CHAUFFAGE CENTRAL CARRELAGES FAIENCES	20ans	Régime linéaire et répartition selon les dépenses réelles
TRAVAUX SECOND ŒUVRE	ELECTRICITE TELEPHONE ET INTERNET PLOMBERIE SANITAIRE PEINTURES CUISINE INTEGREE	10ans	Régime linéaire et répartition selon les dépenses réelles
MATERIEL OUTILLAGE ET MOBILIER	ARMOIRES TABLES CHAISES	5ans	Régime linéaire et répartition selon les dépenses réelles
INFORMATIQUE	ORDINATEURS IMPRIMANTES SERVEURS LOGICIELS	3ans	

Concernant les autres immobilisations corporelles :

L'examen des autres immobilisations n'a pas abouti à leur décomposition car il n'a pas été identifié d'éléments significatifs devant faire l'objet d'un remplacement à intervalles réguliers et ayant une durée d'utilisation différente de celle de la structure. En conséquence, il a été appliqué la méthode prospective aux éléments existants. Les immobilisations n'ont pas fait l'objet d'un changement de durée d'amortissement.

Ces modèles de décomposition ont été également appliqués aux subventions d'investissements associés aux immobilisations retraitées.

Concernant les immobilisations en cours :

ETAT DES IMMOBILISATIONS EN COURS				
N° DE COMPTE	IMMEUBLE	TYPE DE TRAVAUX	MONTANT DES FACTURES ENREGISTREES AU 31/12/2022	MONTANT DES FACTURES ENREGISTREES AU 31/12/2023
23100002	Boiral / Mur de soutien	Rénovation	/	6 034.62
23100010	MD Aile Est Etages 2 et 3	Aménagement	15 300.00	77 305.31
23100031	Peinture chapelle évêché	Rénovation	/	8434.80
23100033	Caveau des Evêques	Restauration	6 323.80	6 323.80
23100300	Saint Casimir Rampe Marvejols	Rénovation	920.00	1 484.96
23100400	La Canourgue presbytère Saint Antoine	Rénovation	48 152.82	552 367.01

Cessions d'immobilisations intervenues sur l'année 2023 :

Solde de la vente immobilière Delaplanche pour 87 000€.

**INVENTAIRE DU PATRIMOINE ET VALORISATION DES BIENS :**

Depuis le 01/01/2011 est opéré un recensement du parc immobilier, propriété du l'Association Diocésaine de Mende.

Ce recensement ayant pour objectif de porter à l'actif du bilan de l'association l'ensemble des biens immobiliers. Lorsque la valorisation du bien est connue celle-ci est portée à l'actif. S'il est impossible de connaître la valeur du bien, celle-ci est portée pour une valeur symbolique d'un euro.

**IV. Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement**

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

## V. Stocks

Les stocks sont valorisés d'après les méthodes en vigueur.

Le stock n'a pas une valeur significative au bilan.

En outre, il n'a pas été possible d'évaluer le stock de cierges de lumignons au 31/12/2023, la méthode d'évaluation étant trop fastidieuse compte tenu du nombre d'églises.

Le stock de combustible, constitué de fioul nécessaire pour le chauffage des églises, n'a pas fait l'objet d'une évaluation du stock au 31/12/2023.

## VI. Evènements significatifs de l'exercice

### CRISE ET GUERRE EN UKRAINE

Le début de la guerre en Ukraine depuis le 24 Février 2022, l'incidence du début du conflit ne semble pas avoir d'effet direct sur l'activité de l'association.

## **MOUVEMENT ET DETAIL DES CAPITAUX PROPRES :**

### A) Capital social

Comptes	Libellé	Montant du capital
10210000	Patrimoine intégré	5 455 932
<b>TOTAL</b>		<b>5 455 932</b>

### B) Réserves

Catégorie	Solde au 31.12.22	Mouvements de l'exercice	Solde au 31.12.23
Réserve légale	7 856 837	/	7 856 837
<b>TOTAL</b>	<b>7 856 837</b>		<b>7 856 837</b>

### C) Report à nouveau

Catégorie	Solde au 31.12.22	Mouvements de l'exercice	Solde au 31.12.23
RAN créditeur	7 146 461	- 1 586 719	5 559 743

#### D) Fonds dédiés

##### Fonds dédiés missions

Catégorie	Solde au 31.12.22	Mouvements de l'exercice	Solde au 31.12.23
Fonds dédiés entraide prêtres	48 870	- 6 029	42 841
Fonds dédiés missions	36 566	- 14 633	21 933
Fonds dédiés ND de la Carce de Marvejols	6 357		6 357
Fonds dédiés JMJ	7 269	- 5 976	1 293
Fonds dédiés Vie Consacrée	1 520		1 520
<b>TOTAL</b>	<b>100 582</b>	<b>- 26 638</b>	<b>73 944</b>

##### Fonds dédiés sur Legs immobiliers :

Catégorie	Solde au 31.12.22	Mouvements de l'exercice	Solde au 31.12.23

### SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

#### A) Tableau récapitulatif :

Désignation	Montant brut Solde au 31.12.22	Augmentat°	Diminut°	Montant brut Solde au 31.12.23
Subventions d'investissement	124 200	2 368	/	126 568
<b>TOTAL</b>	<b>124 200</b>	<b>2 368</b>	<b>/</b>	<b>126 568</b>

Le montant des subventions d'investissements reprises au compte de résultat sur l'année 2023 s'élève à 6 886 euros.  
En 2023, une subvention de 2 368€ a été perçue pour la rénovation d'une porte ancienne.

#### B) Méthodes utilisées :

##### \* Inscriptions au bilan :

Les subventions sont portées au passif du bilan dans les capitaux propres à leur date d'obtention.

##### \* Reprise au compte de résultat :

Les reprises annuelles sont effectuées à chaque exercice linéairement sur la durée d'amortissements des immobilisations. Suite au changement de méthode, pour les constructions ayant été décomposées, la reprise des subventions a été ajustée.

Suite à l'application du nouveau règlement de l'Autorité des normes comptables (ANC) n°2018-06 du 5 décembre 2018 (homologué par l'arrêté du 26 décembre 2018 publié au JORF du 30 décembre 2018) les subventions d'investissements portées en compte 102600 : subvention d'investissement sont basculées dans le compte 131 000 : subvention d'investissements. Ces subventions totalement amorties ne donnent pas lieu à reprise au compte de résultat.

## ETAT DES PROVISIONS

Une reprise de dépréciation des valeurs mobilières de placement a été effectué sur l'année 2023 pour un montant de 1 086 531 euros, portant la provision globale à 931 772 euros au 31/12/2023 contre 2 018 303 euros en 2022.



## ETAT DES PRINCIPALES CREANCES ET DETTES

### ETAT DES DETTES PRINCIPALES :

#### LES EMPRUNTS

OBJET	TYPE DE PRET	DUREE	DATE DE SOUSCRIPTION	DATE DE FIN	MONTANT INITIAL	CAPITAUX RESTANT DUS
CURIE MENDE STE LAURENCE CREATION LOGEMENT	CREDIT AGRICOLE PLS REVISABLE	20 ANS	2011	2031	115 000	52 779.92
PAROISSE DE LANGOGNE TOUR DU SEIGNEUR LOGEMENTS	CREDIT AGRICOLE  TAUX FIXE 2.62%	15 ANS	2014	2029	110 000	43 815.87
CURIE MAISON DIOCESAINE REHABILITATION AILE EST	CREDIT AGRICOLE  TAUX FIXE 1.63%	15 ANS	2014	2031	1 000 000	510 455.73
PRESBYTERE DE MENDE	CREDIT AGRICOLE  TAUX FIXE 1.04%	15 ANS	2017	2032	700 000	435 710.41
SALLE PAROISSIALE AUMONT	LA POSTE  TAUX FIXE 0.97 %	15 ANS	2018	2033	500 000	314 146.67
SALLE PAROISSIALE LE MALZIEU	LA POSTE  TAUX FIXE 0.97%	15 ANS	2018	2033	500 000	314 146.67

Le compte messes à célébrer représente une somme de 1 062 421.54 euros pour les anciens barèmes.  
Le solde des messes à 18 euros est de 179 638.40 euros.

Le compte messes Post-Mortem représente 108 891.67 euros au 31 Décembre 2023.

## ENGAGEMENTS FINANCIERS

- **Etat des garanties et des cautions données au 31/12/2023 :**

- 1- L'association Diocésaine a contracté un emprunt de 1 000 000 d'euros sur 15 ans au Crédit Agricole. Cet emprunt est assorti d'une garantie apportée par l'Association à hauteur de 70%. Garantie apportée par un nantissement de deux contrats de capitalisation Crédit Agricole pour un montant de 700 000 euros.
- 2- Nantissement sur le contrat de capitalisation Crédit Agricole d'un montant de 512 943€, à hauteur de 50% de l'emprunt soit 350 000€. Pour garantir l'emprunt de 700 000€ sur 15 ans effectué en 2017 auprès du Crédit Agricole.
- 3- Nantissement sur le contrat de capitalisation ACTI PIERRE (compte 50810019) d'un montant de 504 000€, à hauteur de 250 000€. Pour garantir l'emprunt de 500 000€ sur 15 ans effectué en 2018 auprès de la Poste pour Aumont.
- 4- Nantissement sur le contrat de capitalisation ACTI PIERRE (compte 50810019) d'un montant de 504 000€, à hauteur de 250 000€. Pour garantir l'emprunt de 500 000€ sur 15 ans effectué en 2018 auprès de la Poste pour le Malzieu.

Aucun nouvel emprunt sur l'année 2023.

## APPORTS

Apport OGEC plaisance : 510 704 euros

Apport Institut Catholique de Toulouse : 19 058 euros

À la clôture de l'exercice 2009, ces apports ont été portés en diminution des fonds propres suite aux recommandations de la compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes (CNCC) (Bull CNCC n° 145,03-2007 p165)

## LEGS EN COURS

Il n'y a plus de legs en cours en compte 475 au 31/12/2023 suite au changement de méthode initié sur l'année 2020.

Les legs constatés sur 2023 sont :

- Legs ALDEBERT : liquidités : 10 177.95 euros,
- Legs BERTHUIT Rolland : liquidités : 22 236.32 euros,
- Legs BUISSON Maurice : liquidités : 10 737.78 euros.
- Legs St Julien du Tournel : vente terrain : 182 410.00 euros.

Soit un montant total de recettes de legs de 225 562.05 euros sur l'exercice 2023 pour 145 616.72 euros en 2022.